

<p>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE</p> <p>Domaine : URBANISME Service : Réf. Word et PDF : 11-0 Rapport avenant n°01 convention ADS.odt</p> <p>Bureau du 30 novembre 2017</p>	<p>11</p>	<p>Délibération <input type="checkbox"/></p> <p>Information</p>
---	------------------	---

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE POUR L'INSTRUCTION DES AUTORISATIONS ET ACTES RELATIFS A L'OCCUPATION DU SOL : AVENANT N°01

A compter du 1er juillet 2015, les services de l'Etat ont cessé l'instruction des autorisations d'urbanisme dans toutes les communes appartenant à une communauté de plus de 10 000 habitants, compétentes pour la délivrance des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol.

Par délibération n°2015-07 du 17 janvier 2015 le Syndicat Mixte du Grand Saumurois a donc décidé de proposer ce service et préciser, par délibération n°2015-08 du 28 avril 2015, les relations entre le syndicat et les communes concernées par cette délégation d'instruction au moyen d'une convention de prestation de service.

La création de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a, de facto, entraîné la dissolution de plein droit du Syndicat Mixte du Grand Saumurois, substituant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au Syndicat pour toutes les délibérations et les actes pris pour l'exercice de ces compétences.

Il convient aujourd'hui de compléter la convention initiale de mise à disposition de ce service notamment pour préciser les dispositions financières de son article 9 et permettre la facturation du service au titre des exercices 2016 et 2017.

Par la présente délibération il est proposé au Bureau Communautaire de valider, par voie d'avenant à la convention initiale, les modifications suivantes :

- le rappel du coût du taux équivalent permis de construire fixé à 100€,
- l'instauration d'une minoration de 50%, pour les autorisations tacites légales, portant ainsi à 0,50 au lieu de 1 le taux de référence équivalent permis de construire.
Cette minoration ne s'applique donc pas pour les autorisations tacites suivie d'une procédure de retrait - refus.
- la mise en œuvre d'une facturation 2017 au semestre pour le droit d'entrée annuel,
- la fin de la mise à disposition du service instructeur communautaire au 31 décembre 2017, considérant la nouvelle organisation structurée en 3 pôles communaux d'instruction (Saumur, Doué-en-Anjou et Longué-Jumelles) dès le 1er janvier 2018.

Les autres dispositions de la convention initiale (articles et annexes) restent inchangées.

Vu l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les compétences des communautés d'agglomération ;

Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004 ;

Vu les statuts de la nouvelle communauté d'agglomération « Saumur Val de Loire » annexés à l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions.

Considérant la substitution de plein droit de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au Syndicat Mixte du Grand Saumurois dissous à la création de celle-ci,

Considérant la nécessité de préciser les modalités financières définies à l'article 9 de la convention initiale établie par le Syndicat du Grand Saumurois pour l'instruction des autorisations d'occupation du sol et d'en faciliter l'application pour la facturation des exercices 2016 et 2017 ;

Il est proposé au Bureau communautaire :

- **DE VALIDER les modifications de la convention initiale établie par le Syndicat Mixte du Grand Saumurois, reprise de plein droit par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à sa création, et notamment les dispositions financières définies dans son article 9, pour la mise à disposition d'un service instructeur au bénéfice de ses communes membres jusqu'au 31 décembre 2017;**
- **D'AUTORISER Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°01 ci-annexé à effet au 1er janvier 2017.**

La Directrice de l'Aménagement et de la Cohésion
du Territoire,

Anne QUINTIN

Le Vice-Président de la communauté
d'agglomération *Saumur Val de Loire*, en charge
de l'Aménagement du territoire, urbanisme,
habitat et gens du voyage

Armel FROGER